Insee Première



N° 1703

Juillet 2018

L'agriculture en 2017 La production se redresse

n 2017, la valeur de la production agricole se redresse (+ 3,2 %), du fait des volumes produits, sans compenser la chute de 2016 (– 6,4 %). Celle de la production végétale augmente de 1,9 %: la forte remontée des volumes est en partie neutralisée par la baisse des prix. En revanche, la valeur de la production animale s'accroît nettement: les volumes poursuivent leur repli, mais les prix, notamment du lait, se redressent fortement.

Les charges des agriculteurs se réduisent pour la quatrième année consécutive. Cette évolution favorable vient s'ajouter à la hausse de la valeur de la production. Par conséquent, la valeur ajoutée de la branche agricole se raffermit nettement. Ainsi, après prise en compte des subventions d'exploitation et déduction des impôts sur la production, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs augmente de 8,2 % après une baisse de 9,0 % en 2016. L'emploi agricole continue par ailleurs à décroître. Le solde des échanges extérieurs de produits agricoles se réduit. La contre-performance à l'exportation s'explique par la mauvaise récolte de céréales de 2016.

Guillaume Lubatti, Hélène Casset-Hervio et Didier Reynaud, division Industrie et agriculture, Insee

Avertissement

Le compte de l'agriculture présenté ici décrit les performances de l'agriculture en tant qu'activité économique. Est estimée notamment la valeur ajoutée, soit la richesse créée par cette activité, équivalent du produit intérieur brut (PIB) de la branche agricole (définitions). Augmentée de l'ensemble des subventions nettes des impôts au titre de son exercice, elle est appelée valeur ajoutée brute au coût des facteurs. Cet indicateur ne constitue pas une mesure du revenu disponible des ménages dont la personne de référence est agriculteur.

En 2017, la valeur de la production de la branche agricole hors subventions sur les produits (définitions) se redresse (+3,2 %; figures 1 et 2) sans retrouver son niveau de 2015. Elle augmente pour les produits végétaux et surtout pour les produits animaux. La valeur de la production végétale s'accroît de 1,9 %, le redressement des volumes étant atténué par la baisse des prix. En effet, la récolte de céréales rebondit : elle succède aux récoltes catastrophiques de l'année 2016. À l'inverse, le volume de la production de vin est à nouveau en forte baisse. Pour la production animale, la remontée des prix fait plus que compenser le repli des volumes.

Contributions à la variation de la valeur de la production hors subventions Céréales Plantes industrielles³ Produits végétaux Services Fruits 2017/2016 Fourrages, plantes et fleurs 2016/2015 Légumes et pommes de terre Lait et autres produits de l'élevage 0,3 **Produits** - 0,2 animaux 0,3 Volailles et œufs Ensemble (en %)

* Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, betteraves industrielles et autres plantes industrielles. Lecture : la valeur de la production agricole totale hors subventions augmente de 3,2 % en 2017. La production de céréales contribue positivement à cette variation à hauteur de 2,5 points. La production de vin contribue, quant à elle, négativement à hauteur de 0,9 point.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2018.



Production végétale : volumes en hausse, prix en baisse

En volume, la production végétale se redresse (+6,3 %; figure 2) après son fort recul en 2016 (– 9,4 %). La récolte de céréales se rétablit après les résultats catastrophiques de 2016 (figure 3). En effet, en 2017, les conditions climatiques ont été favorables aux rendements, tandis que les surfaces évoluent peu globalement. La progression est également très marquée pour les oléagineux avec une récolte historique pour le colza et le tournesol, en dépit de moindres superficies. La production de betteraves bénéficie d'un bond des surfaces semées dans le contexte de suppression des quotas. La production de vin est en revanche à nouveau en net recul (- 9,6 %) en raison, notamment, du gel de printemps qui a touché plusieurs bassins importants.

Le prix de la production végétale (hors subventions sur les produits) repart à la baisse (– 4,1 %). Cette tendance est commune à la plupart des produits végétaux (*figure 4*). Traditionnellement soumis à de fortes variations annuelles, le prix de la pomme de terre s'effondre (– 31,5 %), du fait d'une offre en forte hausse. Celui des légumes diminue également (– 2,6 %). À l'inverse, le prix du vin continue à se renchérir sous l'effet du niveau historiquement bas de la production.

Production animale : baisse des volumes, hausse marquée des prix

La production animale se replie à nouveau en volume (-1,0%). Pour les gros bovins, elle est en retrait par rapport au niveau de 2016 (-3,0%). La production de volailles pâtit cette année encore d'une épizootie d'influenza aviaire (-4,0%). En revanche, la production d'œufs augmente (+3,0%). La collecte de lait est en très légère hausse grâce à un rebond sur les derniers mois de l'année.

Le prix de la production animale (hors subventions) se redresse pour la première fois en quatre ans (+6,8%). Celui du porc continue à se raffermir sur la lancée de 2016 (+6,6%), malgré un repli à partir de mai. Le prix du lait s'oriente nettement à la hausse (+11,3%), à la faveur d'une demande dynamique et d'une production en recul au niveau mondial depuis la mi-2016. De ce fait, la tendance s'inverse après deux années consécutives de baisse; toutefois, les prix de 2017 restent inférieurs à ceux de 2014. La hausse du prix des œufs s'accélère très fortement en fin d'année, en raison de la crise du Fipronil (+26,8% en moyenne annuelle).

Les dépenses en intrants fléchissent à nouveau sous l'effet de la baisse des prix

En 2017, la valeur des consommations intermédiaires (*définitions*) diminue de 1,8 % par

rapport à 2016. Elle continue ainsi de décroître, après avoir atteint un point haut en 2013. En effet, les volumes se redressent légèrement (+0,3%), mais les prix sont à nouveau en baisse (-2,1%).

En 2017, l'allègement de la facture des agriculteurs provient principalement des achats d'engrais et de l'alimentation animale. Pour l'alimentation animale, le recours à des aliments produits au sein même de l'exploitation s'accentue (+7.1%) en volume). En parallèle, le prix de valorisation de ces aliments diminue fortement, notamment celui des fourrages (-12,4%) et du maïs grain (-4,5%). Les achats d'aliments pour animaux auprès des industries agroalimentaires évoluent peu (-0,3%) en valeur): ceux de tourteaux baissent de 7,6% en valeur, tandis que ceux de pulpes de betterave déshydratées rebondissent (+26,8%).

Évolution 2017/2016 (en %)

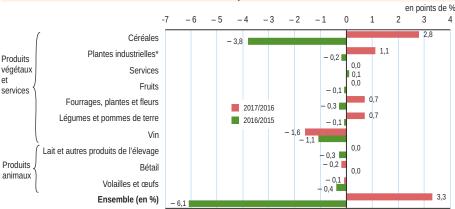
De la production à la valeur ajoutée brute au coût des facteurs

		(en milliards d'euros)	Evolution 2017/2016 (en %)		
			Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions	(a)	71,8	+ 3,3	- 0,1	+ 3,2
Produits végétaux		41,1	+ 6,3	- 4,1	+ 1,9
Céréales		9,5	+ 25,0	- 2,1	+ 22,4
Oléagineux, protéagineux		2,8	+18,9	-6,5	+ 11,2
Betteraves industrielles		1,0	+ 36,3	- 7,2	+ 26,5
Autres plantes industrielles ²		0,7	+ 4,3	+ 0,8	+ 5,1
Fruits, légumes, pommes de terre		8,0	+ 5,6	- 11,9	-7,0
Vins		11,2	-9,6	+ 4,8	- 5,2
Fourrages, plantes, fleurs		8,0	+ 5,7	-8,3	- 3,1
Produits animaux		26,0	- 1,0	+ 6,8	+ 5,7
Bétail (bovins, porcins, ovins, caprins, équidés	3)	11,3	– 1,5	+ 3,6	+ 2,1
Volailles, œufs		4,7	- 2,1	+ 7,1	+ 4,8
Lait et autres produits de l'élevage		10,0	+ 0,1	+ 10,5	+ 10,6
Services ³		4,7	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,0
Subventions sur les produits	(b)	1,2	- 3,8	+ 3,7	- 0,3
Production au prix de base	(c) = (a) + (b)	73,0	+ 3,2	+ 0,0	+ 3,1
Consommations intermédiaires, dont :	(d)	43,4	+ 0,3	- 2,1	- 1,8
achats		37,0	- 0,9	-0.4	- 1,3
Valeur ajoutée brute	(e) = (c) - (d)	29,5	+ 8,1	+ 3,1	+ 11,4
Subventions d'exploitation	(f)	8,0			- 1,5
Autres impôts sur la production	(g)	1,6			+ 10,8
Impôts fonciers		1,0			+ 17,2
Autres		0,6			+ 1,7
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	(h) = (e) + (f) - (g)	35,9			+ 8,2
Emploi agricole ⁴			- 1,0		
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif					+ 9,3
Prix du produit intérieur brut		+ 0,7			
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	par actif		•		
en termes réels	-		+ 8,6		

- 1. Voir définitions
- 2. Autres plantes industrielles : tabac, lin textile, houblon, canne à sucre, etc.
- 3. Services : production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agri-tourisme...
- 4. Mesuré en unités de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture).

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2018.

Contributions à la variation du volume de la production hors subventions



^{*} Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, betteraves industrielles, autres plantes industrielles.

Note : l'ordre des produits est identique à celui de la *figure 1*.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2018.

Les dépenses en engrais et amendements destinés à la récolte 2017 se replient fortement (–17,3 %). Les volumes consommés diminuent nettement sous l'effet des mauvaises récoltes de 2016; seules les livraisons d'engrais simples phosphatés et potassiques augmentent. Parallèlement, les prix fléchissent fortement pour tous les types d'engrais (–11,5 % pour l'ensemble). Les prix des pesticides baissent légèrement (–0,9 %).

À l'inverse, après plusieurs années de recul (-22,4%) entre 2013 et 2016), la facture énergétique repart à la hausse (+9,5%). Dans le sillage du cours du pétrole, le prix du gazole non routier rebondit de 18,2% et celui du gazole routier de 11,7%. La hausse de prix est plus mesurée pour le gaz naturel (+4,6%) et l'électricité (+0,4%).

La valeur ajoutée au coût des facteurs se redresse nettement en 2017

En 2017, la valeur ajoutée brute (définitions) de la branche agricole augmente (+ 11,4 %), sous l'effet du redressement de la production au prix de base – c'est-à-dire y compris les subventions sur les produits; définitions – (+ 3,1 %) et du nouveau repli des consommations intermédiaires (figure 2). La production rebondit également en volume (+ 3,2 %), alors que les prix restent globalement stables. Les intrants se stabilisent en volume et leur prix diminue (- 2,1 %). Ainsi, les effets des évolutions de la production et des consommations intermédiaires se cumulent et conduisent à une nette hausse de la valeur ajoutée.

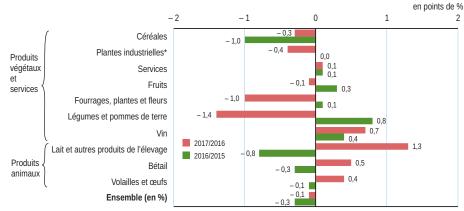
En 2017, les subventions d'exploitation (définitions) s'élèvent à 8,0 milliards d'euros, en baisse de 124 millions par rapport à 2016. Ce repli s'explique principalement par celui de l'aide découplée (paiement de base et paiement vert) et aussi par celui des aides aux éleveurs avec la fin des dispositifs mis en place lors de la crise de l'élevage de 2015 et 2016. Ces baisses ne sont pas compensées par la hausse de l'indemnisation des calamités agricoles.

Après prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs (définitions) progresse de 8,2 % en 2017. Comme le volume de l'emploi agricole décroît tendanciellement, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole par actif (définitions) augmente de 9,3 %. En termes réels (définitions), elle se redresse de 8,6 %, après la baisse de 8,2 % en 2016 (figure 5). ■

Sources

Le compte français de l'agriculture est établi selon la méthode et les concepts du Système européen des comptes (SEC). Le compte provisoire 2017 repose sur des informations disponibles en mai 2018.

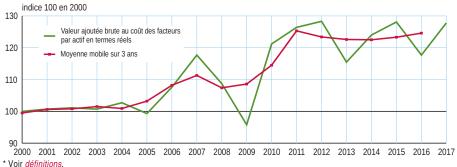
Contributions à la variation du prix de la production hors subventions



* Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, betteraves industrielles, autres plantes industrielles. Note : l'ordre des produits est identique à celui de la *figure 1*.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2018.

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif de la branche agricole en termes réels*



Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2018.

Encadré 1 Echanges (

Échanges extérieurs : l'excédent continue à baisser

En 2017, le solde des échanges extérieurs de produits agricoles s'élève à 0,4 milliard d'euros, en recul de 0,8 milliard par rapport à 2016. Les exportations diminuent de 3,4 % (soit – 0,4 milliard) et les importations s'accroissent de 3,1 % (soit + 0,4 milliard). La contre-performance à l'exportation s'explique

essentiellement par la nouvelle chute des ventes de céréales (– 0,7 milliard, soit – 11,8 %; *figure*): la mauvaise récolte 2016 pèse sur les ventes du premier semestre 2017. La hausse des importations est principalement due à celles de fruits (+ 0,2 milliard) et de légumes (+ 0,6 milliard).

Échanges extérieurs de céréales



Encadré 2

Rappel sur le compte 2017

Les données présentées ici concernent le compte 2017 provisoire de l'agriculture.

Par rapport au compte prévisionnel publié en décembre 2017, l'évolution de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif en termes réels a été révisée de + 0,9 point (hausse de 8,6 % au lieu de 7,7 %). Cette révision résulte principalement :

- d'une révision à la hausse de la valeur de la production et de son évolution (+ 3,2 % contre + 2,4 %), principalement du fait des volumes;
- d'une révision à la hausse de l'évolution des consommations intermédiaires ;
- d'une révision à la baisse de l'évolution des subventions.

Définitions

La branche agricole est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

La production au **prix de base** est égale à la production valorisée au prix auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

Les subventions à l'agriculture comprennent les subventions sur les produits (aides associées à certains types de production), qui ont pour la plupart disparu en 2010, et les subventions d'exploitation, entièrement

restructurées dans le cadre de la PAC 2015, telles que le paiement de base (DPB), le paiement vert (aide agro-environnementale), les aides pour calamités agricoles.

Les **consommations intermédiaires** correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production.

La valeur ajoutée brute est égale à la production valorisée au prix de base dont on retranche les consommations intermédiaires.

Le produit intérieur brut (PIB) de la branche agricole est égal à la valeur ajoutée brute, augmentée des impôts et diminuée des subventions sur les produits.

La valeur ajoutée brute au coût des facteurs est obtenue par ajout des subventions d'exploitation et déduction des impôts sur la production. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif.

Elle est aussi calculée **en termes réels**, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui couvre l'ensemble du champ de l'économie. Ainsi, l'évolution d'un résultat calculée en termes réels est positive ou négative selon qu'elle est supérieure ou inférieure à l'évolution générale des prix. Il s'agit d'une moyenne qui résulte d'une grande diversité de situations individuelles.

Bibliographie

- « Les comptes nationaux provisoires de l'agriculture en 2017 » seront disponibles sur www.insee.fr en juillet 2018, en plus des précédents rapports de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation.
- Lubatti G., Casset-Hervio H. et Reynaud D., « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2017 – La production se redresse », *Insee Première* n° 1680, décembre 2017.
- Berthier D., Debauche É. et Meinzel P.
 « Les comptes de la Nation en 2017 Le PIB accélère (+ 2,2 % après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », Insee Première n° 1697, mai 2018.

Direction Générale : 88 avenue Verdier 92541 Montrouge Cedex Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier Rédacteur en chef :

C. Lagarenne
Rédacteurs

J.-B. Champion, C. Collin, C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu

Maquette: B. Rols Impression: Jouve Code Sage IP181703 ISSN 0997 - 3192 © Insee 2018

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an):
 https://www.insee.fr/fr/information/1405555

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier : https://www.insee.fr/fr/information/2537715



